

## RESUME EXECUTIF

### Présentation du programme de campagne en faveur du développement de la Guinée

#### VALEURS ET VISION DE L'UFDG



1. Depuis son indépendance, les réflexes et références institués par les différents régimes politiques ont conduit la Guinée à bafouer les principes de liberté et de démocratie, et à négliger la conceptualisation et la mise en œuvre d'une véritable stratégie de décollage économique.

2. Les violations répétées de la constitution et des autres lois de la République, particulièrement ces dernières années avec les élections présidentielles de 2010 en sont une illustration éloquent. L'amour de la patrie, le sens de responsabilité et le souci de préserver la paix et la quiétude sociale ont conduit l'UFDG à se conformer à la décision de la cour suprême sur les résultats de ces élections entachés de fraudes et d'irrégularités.

3. Tirant les leçons de notre histoire, l'UFDG entend inscrire la Guinée dans une dynamique radicalement nouvelle. Une dynamique qui mettra en place de façon durable des institutions capables de véritablement garantir toutes les formes de liberté ainsi que l'état de droit.

4. Le socle de notre vision est avant tout basé sur la construction d'un système démocratique solide. Favoriser des lois justes pour tous et s'assurer qu'elles soient mises en œuvre de façon impartiale ; telles sont les conditions qui permettent de construire dans la durée et dans l'harmonie la société Guinéenne de demain. Nous doterons la Guinée d'institutions crédibles et légitimes en veillant scrupuleusement à la séparation effective des pouvoirs. Nous mettrons en place un système judiciaire qui permettra de garantir le respect du droit, l'indépendance de la magistrature et l'équilibre des pouvoirs. **L'état de droit et la sécurité juridique** constituent une condition du développement

économique de la Guinée. Aussi, un véritable programme de réconciliation nationale sera mis en place pour assurer une entente et une paix durable.

5. Notre pays fait partie des Etats dits fragiles. Les vecteurs de fragilité et de risque qui constituent des obstacles au développement économique et social sont essentiellement dus aux dysfonctionnements des institutions (Cour des Comptes, Cour Constitutionnelle, Haute Cour de Justice, Institution Nationale Indépendante des Droits Humains) et à la mal gouvernance. Celle-ci est marquée par l'absence de dialogue politique, la mauvaise gestion des tensions sociales, le manque de rigueur et de transparence dans la gestion des ressources publiques.

6. L'UFDG s'emploiera à la formulation et à la conduite d'un Programme de Réconciliation Nationale (PRN) à travers une vision systémique et holistique qui s'appuiera sur une démarche participative, inclusive et itérative. Le fondement du PRN sera centré d'une part sur les Mécanismes de Justice Transitionnelle (MJT), à savoir : i-) le droit de savoir ; ii-) le droit à la justice ; iii-) le droit à la réparation ; et iv-) le droit aux garanties de non-répétition et d'autre part sur la lutte contre l'impunité et la réforme des institutions (Administration, Justice et Forces de Défenses et de Sécurité).

7. La mauvaise gestion sera, grâce au système que nous construirons, écartée de notre système politique et économique. Nous commencerons par mieux encadrer ceux qui gèrent les deniers publics avec une exigence soutenue de reddition des comptes. Les racines de la mauvaise gestion se trouvent encore malheureusement dans l'administration Guinéenne. La recherche de l'intérêt collectif ne s'est pas encore matérialisée dans notre administration. Nous

mettrons en place un système qui permettra à l'administration d'être véritablement au service de son peuple. Cela se fera dans le respect et la valorisation du travail de nos fonctionnaires. La Guinée appartiendra au peloton des pays africains où **l'administration aura un système de gestion axé sur les résultats**. Les performances de nos fonctionnaires seront ainsi évaluées et prises en compte dans la gestion de leur carrière. De plus, pour avoir des institutions solides, nous sommes persuadés qu'il faut également des compétences adéquates. Une action particulière sera ainsi menée en vue d'assurer la réforme de l'Etat et la modernisation de l'administration publique avec un programme généralisé de renforcement des capacités.

8. En Guinée, les activités économiques et administratives sont trop concentrées dans notre capitale. Conakry est surpeuplée et engorgée. Nous insisterons particulièrement dans notre politique publique sur la décentralisation et la mise en place d'une véritable politique de développement territorial. L'essor des villes ne doit plus se faire au détriment des périphéries et des territoires ruraux. L'UFDG créera une **véritable fonction publique territoriale** dotée d'un statut particulier. En outre, la démocratie locale et participative à travers notamment l'implication de tous les citoyens dans la formulation et la mise en œuvre de notre projet pour la Guinée sera privilégiée. Il est en effet temps que la Guinée dispose d'un système capable d'intégrer des dispositifs institutionnels ascendants (du peuple vers le pouvoir central) pour que les bonnes pratiques locales alimentent le niveau ministériel et favorisent ainsi l'adéquation des politiques publiques aux réalités du terrain.

9. La corruption est un véritable fléau qui entrave le développement économique de la Guinée. Je la combattrai de toutes mes forces. Pour cela, je ferai la promotion de deux principes : **l'exemplarité et la transparence**. Ces principes seront appliqués à la lettre dans la gestion des deniers publics. Elles s'appliqueront en premier lieu à moi-même, à mes ministres, mes conseillers, les hauts fonctionnaires et les dirigeants de l'ensemble des entreprises publiques et parapubliques. Une haute commission de lutte contre la

corruption sera instituée. Elle sera indépendante, impartiale. Elle pourra **auditer les comptes de toutes les administrations publiques**. La lutte contre la corruption nécessite imagination et pragmatisme au niveau des structures de contrôle. Elle est aussi l'affaire de chaque citoyen. Une action de sensibilisation des populations sera menée pour une prévention efficace de la corruption.

10. La Guinée constitue une importante plaque tournante du trafic de drogue en Afrique de l'Ouest. Notre pays est convoité par les trafiquants de drogue à cause de sa large façade maritime et de ses nombreuses frontières terrestres. Selon un rapport publié en 2013 par le département d'Etat américain, les saisies effectuées en Guinée et les affaires survenues à l'étranger en lien avec le narcotrafic de notre pays ont augmenté depuis fin 2010, ce qui correspond à l'entrée en fonction des nouvelles autorités. Face à cette situation qui entretient la corruption, le banditisme, la criminalité en Guinée, nous prendrons nos responsabilités en tant que dirigeants, en étroite collaboration avec les services internationaux compétents. Nous mettrons en place un nouveau service plus performant chargé de **la lutte contre le trafic de drogue et les crimes économiques**. L'indépendance de notre système institutionnel et la stabilité économique en dépendent.

11. L'UFDG entend poursuivre de façon plus résolue la restructuration des forces de défense et de sécurité afin qu'elles deviennent des corps professionnels au service exclusif de la nation et de la sauvegarde des valeurs Républicaines.

12. Au niveau économique, la Guinée, de par son sol et son sous-sol, est un des pays d'Afrique potentiellement les plus riches. Elle est aujourd'hui de par son incapacité à mieux exploiter ses richesses, paradoxalement un des pays les plus pauvres du continent. L'UFDG entend mobiliser toutes ses forces pour la **valorisation de nos immenses richesses** agricoles, pastorales, halieutiques, forestières, énergétiques et minières qui devrait nous conduire au statut de pays émergeant. Pour y arriver, il nous faut surtout un changement dans la gestion de ces richesses.



**13.** Pour favoriser l'émergence de la Guinée, nous ancrerons notre politique de développement sur **une véritable vision économique**. Cette orientation consistera à combiner **l'approche en filière et l'approche des avantages comparatifs** dans notre stratégie de développement. Les actions visant le développement de l'industrie, de l'agriculture, des routes et de l'énergie, seront construites à partir et autour des avantages identifiés de la Guinée et des stratégies de remontées en filières. L'approche des avantages comparatifs reposera sur une sélection de produits pour lesquels la Guinée dispose d'atouts comparatifs et sera complétée par une transformation locale de ces produits.



**14.** De nos jours, la qualité de l'éducation n'est guère meilleure et le taux net de scolarisation au primaire était par exemple de 48,7% en 2012 contre un taux brut de 93% en 2013 au Sénégal. La part du budget national alloué à l'éducation quant à elle n'est que de 12% contre 16,8% au Cap vert et 21% au Sénégal (le budget le plus élevé de l'Afrique de l'Ouest).

**15.** Pour inverser cette tendance, l'accès pour tous à l'éducation sera une des priorités du gouvernement. L'UFDG bâtira un système éducatif innovant en travaillant tant sur les volets quantitatif (nombre de classes multiplié par deux durant mon mandat) et qualitatif

(qualité de l'enseignement) que sur le volet gestion. Nous accorderons une place plus importante au développement de **l'enseignement technique et de la formation professionnelle**. Il s'agira notamment de répondre aux besoins en main d'œuvre qualifiée des secteurs des mines, de l'agriculture, de l'exploitation portuaire et de la pêche. Il sera pris en compte le fait qu'une partie de la population guinéenne a besoin de formations courtes et professionnalisantes afin de trouver un travail dans des délais courts. Ces mesures permettront d'avoir davantage de guinéens impliqués dans l'exploitation de nos ressources. Trente **métiers pour le futur de la Guinée** seront ainsi identifiés pour la jeunesse de notre pays. Cette jeunesse se verra également dotée de lieux et de programmes de divertissement nécessaires à son épanouissement et à son ouverture à l'international.



**16.** La crise sanitaire qu'a connue la Guinée en 2014 et 2015 avec le virus Ebola a montré que de très nombreuses lacunes existent dans notre système de santé. En effet, la part du budget national alloué à la santé n'a guère dépassé 2,3% ces dernières années contre 7,4% au Cap Vert alors que l'engagement d'Abuja fixe le seuil de 15% aux Etats Africains. Des leçons doivent pleinement être tirées de cette triste page de l'histoire de la Guinée. C'est à travers **la mise en place d'un système de santé efficace** que nous éviterons qu'un tel drame ne se reproduise mais aussi que les populations guinéennes aient accès de façon générale à un système de santé digne de ce nom. Ainsi, la lutte contre les maladies prioritaires (paludisme, tuberculose, VIH sida notamment) bénéficiera de soutiens consistants afin d'éradiquer ces fléaux. Trois axes forgeront notre futur système de santé : quantité, qualité et accessibilité.



**17.** Pour inclure les plus défavorisés et réduire les injustices sociales, nous lancerons un programme d'une grande ambition : la couverture maladie universelle. Pour cela, une caisse autonome de protection sociale universelle sera mise en place, avec un système innovant de financements basé sur la contribution du secteur privé, des collectivités locales, des ONG, des partenaires au développement et dans la mesure du possible la taxation de produits néfastes pour la santé. Un an et demi après les élections présidentielles, la gratuité du ticket de la consultation et de l'hospitalisation devra être effective pour les enfants de moins de 5 ans dans nos structures sanitaires publiques. Notre objectif sera de porter à l'horizon 2019



la couverture maladie à 75% de la population.

**18.** La Guinée dispose d'un potentiel d'un peu plus de six millions d'hectares de superficie pour l'exploitation agricole. La modernisation de notre agriculture passera par l'agrandissement des surfaces agricoles, les aménagements hydro-agricoles, l'amélioration des techniques d'exploitation, l'ouverture ou la réfection de pistes villageoises, le forage de points d'eau en zones rurales et enfin la hausse de la disponibilité des intrants agricoles. Les cultures de rentes tournées vers l'exportation telles que le café, le cacao, l'hévéa, l'huile rouge, le coton, l'ananas, l'anacarde seront promues pour accroître les revenus des intervenants nationaux dans ces secteurs.



**19.** En outre nous appliquerons pour une gamme de produits (fruits, café, huile de palme notamment) une véritable politique de remontée des filières. Cette stratégie permettra de transformer en Guinée les produits agricoles nationaux et ainsi d'augmenter la valeur ajoutée produite dans le territoire national. Pour chaque produit retenu, une stratégie industrielle de remontée de chaîne de valeur sera définie. Une amélioration de l'accès au crédit dans les milieux ruraux contribuera à l'atteinte de ces objectifs en associant pleinement les acteurs locaux. Notre objectif est de créer en 5 ans un tissu dense d'une centaine de PME et de grandes entreprises industrielles, spécialisées dans la transformation des produits agricoles notamment sous forme de Partenariat Public Privé. Le développement d'une filière agricole intégrée permettrait à des milliers de jeunes de revenir dans les milieux ruraux en leur garantissant l'accès à des métiers d'avenir.



**20.** Dans une logique d'accessibilité tarifaire des biens de première nécessité, un accent particulier sera mis sur les cultures vivrières (riz, maïs, banane, igname, fonio, arachide, etc.) en vue de les mettre à portée des capacités financières des populations.



La Baisse des prix de ces biens sera une priorité nationale. Un focus sera également fait sur la viande avec une intensification des techniques d'élevage et une amélioration de l'alimentation du bétail. Nous veillerons dans le même sens à la baisse des prix des poissons sur les marchés locaux. Les prix élevés observés aujourd'hui sur le poisson en Guinée sont liés par exemple à une mauvaise refonte du coût des licences, la faiblesse de la surveillance du territoire maritime et la rareté des bateaux de pêches en Guinée. Des réformes viseront spécifiquement ces trois points. La Guinée respectera les conventions internationales en la matière.



**21. L'hydroélectricité** avec un potentiel de 6,1 GW de puissance constitue le véritable atout de notre pays dans le domaine de la fourniture d'électricité. Notre but est de porter la production à 1500 MW dès l'horizon 2017 en misant sur l'aménagement de plusieurs barrages de très fortes puissances (Souapiti, Amaria, Diaoya, Poudaldé, Koukoutamba, etc.). Nous comblerons ainsi nos besoins de consommation interne et nous exporterons nos excédents dans la sous-région. Les aménagements hydroélectriques devront servir d'effets catalyseurs en offrant des solutions intégrées telles que l'alimentation des populations en eau potable, l'irrigation des plaines agricoles.



**22.** Au niveau des **infrastructures**, nous moderniserons le réseau routier, les télécommunications, l'habitat et l'assainissement. Un important programme d'investissement sera mobilisé et consacré au bitumage des routes nationales et préfectorales ainsi qu'à la réalisation des pistes rurales. Nous améliorerons la réglementation et la qualité de l'offre de service dans un domaine aussi stratégique que les télécommunications. Une action particulière sera portée sur la baisse des prix. Notre objectif sera de libérer du pouvoir d'achat à travers l'incitation à des tarifs de télécommunication abordables pour nos populations. Des mécanismes seront mis en œuvre pour assurer à tous et notamment aux zones reculées l'accès au téléphone et surtout à Internet à des tarifs abordables. Nous ferons en sorte que la Guinée saisisse les nombreuses opportunités offertes par **les TIC**.



**23.** La croissance des grandes villes représente aujourd'hui un grand défi dans un contexte de démographie forte. Les déséquilibres structurels que connaît aujourd'hui le pays en matière d'aménagement et de développement du territoire sont une préoccupation majeure de notre parti. Pour corriger cette situation, l'UFDG se propose de reformuler la politique nationale d'aménagement et de développement du territoire.

**24.** Le développement des arts et de la culture, du tourisme, de l'artisanat et du sport sera engagé avec détermination dans une perspective de valorisation du patrimoine national, de création d'emplois et de richesses.

**25.** L'UFDG veillera tout particulièrement à l'éradication des inégalités liées au genre, de toutes les autres formes de discrimination, et à assurer une protection sociale adéquate, notamment aux couches les plus vulnérables de la population.

**26.** S'agissant des Guinéens de l'étranger, l'UFDG se donne pour objectif de les impliquer davantage dans les choix et décisions ayant un impact sur le devenir du pays ; de leur offrir des opportunités d'emploi dans le secteur public comme dans le secteur privé ; et de canaliser leur épargne pour financer des investissements rentables dans l'habitat, et les secteurs hautement générateurs de richesses et d'emplois. L'organisation d'un Forum des Guinéens de l'étranger facilitera grandement la conception et la mise en œuvre d'un tel projet.

**27.** Nous intégrons dans notre programme un bilan économique :

- de début de mandat, qui permettra de fixer le point de départ et d'identifier les challenges futurs ;
- de mi-mandat, qui visera à recenser les actions prises par le gouvernement ;
- de fin de mandat : qui évaluera ces actions ou les bénéfices escomptés de ces actions.

Ces évaluations de bilans se feront par un cabinet indépendant qui appréciera en toute liberté les avancées et les actions prises par le gouvernement notamment par rapport à ses engagements.

Nous introduirions ainsi pour la première fois dans l'histoire de la Guinée un engagement à rendre compte au peuple de nos actions économiques et sociales, ceci dans le respect de la transparence et de la démocratie.

**28.** Les 12 grands défis que l'UFDG entend relever sont résumés ci-après:

- pas de citoyen exclu de la vie socio-politique du pays.

- pas d'ethnocentrisme ;
- pas de corruption ;
- pas de crime impuni ;
- pas de détournement de fonds publics ;
- pas de famille mal nourrie ;
- pas de préfecture enclavée ;
- pas de ville insalubre ;
- pas de robinet sans eau ;
- pas de ville sans électricité ;
- pas d'enfant sans salle de classe ;
- pas de malade sans soins ;
- pas de richesse sans développement des populations ;

**Cellou Dalein Diallo**

**Président de l'UFDG**